



Présentation du budget 2018 d'Oman

Janvier 2018

© DG Trésor

Etabli sur une hypothèse prudente d'un cours moyen du baril de pétrole de 50 USD, le Budget 2018 d'Oman affiche une progression des dépenses de +7 % par rapport au Budget 2017, à 12,5 Mds OMR (32,5 Mds USD). Avec des recettes attendues en hausse de +9 % (24,7 Mds USD), portées surtout par l'accroissement de +11 % des revenus issus des hydrocarbures, le déficit pour l'année 2018 s'établirait à 10,4 % du PIB prévisionnel. Son évolution dépendra à la fois des prix du pétrole, de la croissance 2018 et de la capacité des autorités à maîtriser les dépenses. Une nouvelle fois, l'étroitesse de la superficie financière du Sultanat contraint les autorités à recourir en large majorité (84 %) à l'endettement domestique et surtout extérieur pour financer le déficit, les 16 % restants correspondant à des prélèvements de 1,3 Md USD sur les réserves. Dans ces conditions, la dette publique devrait continuer de croître au risque de dépasser le seuil des 50 % de PIB d'ici à la fin de l'année.

Des revenus en hausse de +9 %, tirés par l'accroissement des revenus issus des hydrocarbures qui constituent toujours la 1^{ère} source des recettes (71%)

Les recettes budgétaires globales pour l'année 2018 s'élèveraient à 9,5 Mds OMR (24,7 Mds USD), en hausse de +9 % par rapport à 2017. En dépit des objectifs de diversification des ressources, elles resteraient composées à 71,4 % des revenus issus du pétrole et du gaz, en hausse de +11%, en lien avec l'augmentation des prix du pétrole. Les autorités ont toutefois retenu une hypothèse prudente d'un cours moyen du baril de 50 USD.

Les revenus non-pétroliers augmenteraient de leur côté de +5 % seulement, du fait notamment du report de l'entrée en œuvre de la TVA en 2019. Ils constitueraient 29 % des revenus globaux contre 30 % projeté l'an dernier. Les autorités se montrent assez optimistes s'agissant de l'évolution de l'impôt sur les sociétés dont les recettes croîtraient de +25 % (soit 5,2 % des recettes totales) comparativement au Budget 2017. L'introduction en début d'année 2017 d'une retenue à la source (*withholding tax*) et l'accroissement des droits d'accise contribuerait à soutenir les revenus non-pétroliers et compenseraient ainsi le recul des droits de douane (-23 %) liés à l'abaissement des tarifs et à la faiblesse de l'intégration régionale.

Des dépenses en hausse de +7 %, liées au poids des dépenses courantes, à la stabilité des dépenses de développement et au quasi doublement des subventions allouées

Le niveau des dépenses global projeté pour 2018 s'établit à 12,5 Mds OMR (32,5 Mds USD), en hausse de +7 % (-2 % par rapport aux dépenses réellement exécutées). Les dépenses courantes représentent toujours la majeure partie de la dépense (4,35 Mds OMR dont 3,3 Mds OMR de salaires). Les dépenses de développement représentent 11 % du Budget, soit 1,365 Md OMR. Concrètement, plusieurs projets devraient concentrer l'essentiel de ces fonds : nouvel aéroport de Mascate, extension du réseau autoroutier, projets d'adduction d'eau, soutien à la production d'énergies renouvelables et construction de nouveaux hôpitaux. A noter que les dépenses allouées au secteur des hydrocarbures sont en hausse de +15 % à 2,1 Mds OMR (5,5 Mds USD).

Les dépenses relatives à l'éducation, à la santé, au logement et à la politique sociale restent majoritaires, à 38 % des dépenses totales. Pour autant, les dépenses militaires et de sécurité continuent d'apparaître très élevées pour un pays de la taille d'Oman (28 % des dépenses). En soutien des ménages les plus vulnérables, suite à la forte hausse des prix des carburants, les dépenses de subvention sont nettement orientées à la hausse (+84 %). Enfin, les dépenses liées aux intérêts de la dette continuent d'afficher une augmentation exponentielle de +81 % à 480 M OMR soit 3 % du Budget 2018 contre 2 % en 2017. Cette tendance devrait logiquement se poursuivre compte tenu de la trajectoire d'endettement attendue.

**Un déficit de -10,4 % du PIB prévisionnel, toujours élevé, encore financé très majoritairement par le recours (à hauteur de 84 %) à l'endettement extérieur**

Au vu des évolutions attendues des recettes et des dépenses, le déficit pour 2018 s'élèverait à 7,8 Mds USD (une cible identique à celle de 2017), correspondant à 10,4 % du PIB prévisionnel 2018. A titre comparatif, le FMI prévoit pour 2018 un déficit de -13 % du PIB quand *S&P* et *National Bank of Kuwait* tablent respectivement sur des déficits de -11 % et -11,6 % du PIB. De surcroît, il part du principe d'une maîtrise de la dépense publique, ce que les autorités ne sont pas parvenues à assurer en pratique l'an dernier. De plus, si la croissance devait être moins forte que les 3 % attendus, les recettes non-pétrolières pourraient en être affectées. Le niveau du déficit pourrait cependant s'avérer moins important en cas de poursuite de la trajectoire haussière des prix du baril (4,3 Mds USD de déficit projeté au lieu de 7,8 Mds USD pour un cours moyen de 60 USD).

Le déficit serait à nouveau très majoritairement couvert, à hauteur de 84 % (soit 6,5 Mds USD), par le recours à l'endettement domestique mais surtout externe. La dette publique devrait ainsi continuer de croître, dépassant possiblement le seuil des 50 % du PIB d'ici à la fin de l'année et la part de la dette externe sur le PIB pourrait rapidement se rapprocher du seuil de 75 % du PIB. Le reste du déficit serait couvert par des ponctions de 1,3 Mds USD sur les réserves, qui devraient en toute logique se réduire davantage encore à hauteur à quelque 20 Mds USD environ (contre 42 Mds USD deux ans avant).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate (adresser les demandes à mascate@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur : Service Économique de Mascate****Rédigé par : Gilles BORDES, Louis MANGENOT****Revu par : Gilles BORDES, Chef du Service Économique****Version du 15/01/2018**